Rentrée explosive ! Cette rentrée 2016 était celle d'une grande nouveauté : les élèves de la voie professionnelle allaient être accueilli-e-s comme il se doit grâce à une circulaire modestement intitulée : « réussir dans la voie professionnelle ». Elle se contentait en fait de réinventer l'eau chaude en listant ce qui se fait déjà localement pour donner l'injonction de le mettre en place partout. **Alors réussie cette rentrée ?** Alors qu'une dizaine d'incidents graves ont eu lieu dans des établissements d'enseignement professionnel de plusieurs départements et que des collègues ont été hospitalisé-e-s comme à Saint-Denis ou à Calais, la seule réaction du gouvernement vient de Manuel Valls qui affiche des postures de fermeté. Mais la question qui se pose n'est pas celle d'un manque de répression ou de sévérité. C'est celle de l'abandon de certains territoires, privés de services publics dignes de ce nom. Les lycées professionnels sont les établissements qui comptabilisent la majorité des incidents graves. On y comptait 25 incidents graves pour 1000 élèves l'an passé (contre 12,4 en collège et 5,3 en lycée d'enseignement général et technologique). Mais surtout, ce chiffre est en très forte augmentation (13 en 2008-2009) [1] Comment ne pas y voir de corrélation avec l'abandon des lycées de la voie professionnelle ? Oubliés des créations de postes, oubliés des dispositifs d'éducation prioritaire comme si les difficultés disparaissaient après le collège. Alors que les élèves de la voie professionnelle proviennent pour beaucoup de collèges REP ou REP+, il n'existe pas de carte des lycées en éducation prioritaire. Les faits récents mis en avant médiatiquement car spectaculaires ne sont que la partie visible d'un quotidien qui s'est dégradé depuis la réforme du Bac pro et les suppressions massives de postes. Plutôt que de parades médiatiques et d'effet d'annonce pour des caméras de vidéo-surveillance, des portiques ou des vigiles (comme le demande un syndicat de proviseur-e-s), les lycées professionnels et leurs élèves ont surtout besoin : d'avoir des enseignant-e-s formé-e-s devant chaque classe ce qui passe par le recrutement de titulaires à hauteur des besoins et la titularisation des personnels précaires d'une carte de l'éducation prioritaire en lycée incluant les lycées professionnels du recrutement de personnels de vie scolaire, CPE et AED en nombre suffisant de la diminution du temps de service des enseignant-e-s pour permettre la concertation des équipes et un meilleur suivi des élèves. **SUD éducation appelle à la mobilisation et à la grève le 17 novembre pour l'éducation prioritaire !** [1] Chiffres du MEN DEEP 2016 – Les incidents graves déclarés par les collèges et lycées public

Documents joints

Rentrée explosive !